

## RÉUNION RESTREINTE

# RELEVÉ DE CONCLUSIONS

### Environ 38.3 millions de personnes menacées par la faim et la malnutrition en juin-août 2022 :

*Agir vite face à l'urgence alimentaire et nutritionnelle et impulser un engagement politique dans la durée pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des crises alimentaires et nutritionnelles multifactorielles.*

—  
Placée sous les auspices des Commissions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la réunion restreinte rassemble les principales parties prenantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région (ministres et autres représentants, responsables des organisations régionales, société civile et secteur privé, partenaires techniques et financiers). Elle est co-organisée par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE).

—

1. La réunion restreinte du RPCA a rassemblé environ 160 participants par visioconférence et en présentiel au Centre de conférences de l'OCDE, qui ont examiné les résultats définitifs de la campagne agropastorale 2021-2022 et la situation alimentaire et nutritionnelle, y compris les plans de réponse mis en œuvre en 2021. Les participants ont également échangé sur la contribution des systèmes alimentaires aux défis nutritionnels. La session du groupe d'experts seniors (SEG) de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR) a discuté de l'expérience tchadienne en matière de résilience des populations les plus vulnérables. Les participants ont enfin échangé sur plusieurs chantiers du Réseau contribuant au renforcement de la gouvernance régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En marge de la réunion du RPCA, s'est tenue une consultation de haut niveau entre les responsables politiques et autres acteurs non-étatiques de l'espace Sahel et Afrique de l'Ouest et du Centre, et leurs partenaires internationaux pour : i) mobiliser des moyens financiers additionnels face à la crise et ; ii) sceller un engagement politique dans la durée pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes.
2. La production céréalière de la campagne agropastorale, évaluée à 73 millions de tonnes, est en hausse de 2.7% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, mais en baisse de - 2.2% comparée à celle de l'année passée. Par rapport à 2021, la production des pays sahéliers est en baisse de - 11%. Les pays les plus touchés sont le Niger (- 39%), le Mali (- 15%), le Burkina Faso (- 10%) et surtout le Cabo Verde qui, pour la cinquième année consécutive, n'a enregistré aucune production significative. La production de tubercules et de racines, estimée à 203.8 millions de tonnes, est en hausse de 11% par rapport à la moyenne quinquennale et de 5.4% à celle de l'année dernière. En comparaison de la moyenne des cinq dernières années, le soja (1.97 million de tonnes), le niébé (3.2 millions tonnes) et l'arachide (10.6 millions de tonnes), enregistrent des hausses respectives de 31.8%, 15.8% et de 9.8%. D'importants déficits fourragers, exacerbés par les feux de brousse, ainsi que les difficultés d'accès aux pâturages et points d'eau liées à l'insécurité, compliquent l'alimentation du bétail et provoquent une soudure pastorale précoce. La limitation, voire l'interdiction de la transhumance transfrontalière dans certains pays, aggrave cette situation pastorale déjà préoccupante.
3. Les marchés sont bien approvisionnés mais la hausse des prix des denrées alimentaires se poursuit et s'accroît; elle est supérieure de 50% à la moyenne quinquennale dans certains pays (Burkina Faso, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria et Sierra Leone).

Ces flambées de prix sont nourries par l'inflation économique dans certains pays du Golfe de Guinée, les baisses de production de la campagne 2021-22, la crise sécuritaire, la flambée des cours mondiaux de produits agricoles, mais aussi par la persistance des entraves au commerce régional (interdiction d'exportation de produits vivriers prise par certains gouvernements, tracasseries routières et taxations illicites...). Le conflit en Ukraine est un facteur supplémentaire d'accentuation de ces hausses.

**4.** Pour la troisième année consécutive, la région fait face à une crise alimentaire et nutritionnelle majeure, avec environ 27.3 millions de personnes en besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, 38.3 millions de personnes pourraient souffrir de la faim et de la malnutrition pendant la soudure en juin-août. En outre, environ 83 millions de personnes additionnelles, sous pression alimentaire, pourraient basculer dans la crise en l'absence de mesures appropriées. Les tendances nutritionnelles négatives persistent dans plusieurs pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) avec près de 6 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrant de la malnutrition aigüe.

**5.** Les membres attirent l'attention des décideurs politiques de la région sur les risques d'aggravation de la crise alimentaire et nutritionnelle aux conséquences sociales et humanitaires incommensurables :

- ▶ L'insécurité civile persiste et le nombre de personnes déplacées internes ne cesse d'augmenter : environ 2 millions au Nigeria, plus de 1.7 millions de personnes au Burkina Faso. Celle-ci continue par ailleurs de priver de milliers de ménages vulnérables l'accès à la terre et aux moyens de production (matériel, intrants agricoles et zootecniques, ressources en eau d'irrigation et d'abreuvement du cheptel, pâturages...) et aux centres de santé; de milliers d'enfants restent par ailleurs privés d'éducation et de cantine scolaire;
- ▶ Les menaces inflationnistes des prix des denrées alimentaires, provoquées par le conflit en Ukraine, planent sur la région. La hausse des cours mondiaux du blé se ressent déjà dans la région et l'augmentation des coûts de l'énergie et du transport fait craindre le risque d'une flambée des prix de certains produits de grande consommation importés comme le riz. Cette crise fait également craindre le risque d'une aggravation de la flambée des prix des intrants agricoles ; cela pourrait porter un coup dur aux campagnes agricoles à venir.

**6 Par conséquent, ils :**

- ▶ Réitèrent leurs recommandations formulées lors de la 37e réunion annuelle du Réseau à l'attention des États, sur l'urgence : i) d'accélérer la mobilisation de ressources pour le financement des plans nationaux de réponse ; ii) de mettre en œuvre des politiques de sécurisation et de renforcement de la résilience des systèmes agropastoraux et alimentaires, y compris le renforcement des opportunités d'emploi pour la jeunesse agropastorale en s'appuyant sur les opportunités de l'économie alimentaire et des autres secteurs de l'économie informelle ; iii) d'apporter des réponses plurielles aux populations affectées dans les zones de conflit à travers l'opérationnalisation du triple nexus humanitaire, développement et paix ; iv) de prendre des mesures de protection et de facilitation des opérations d'assistance alimentaire et nutritionnelle dans les zones de conflit et difficile d'accès ;

- ▶ Recommandent à la CEDEAO et à l'UEMOA de renforcer le dialogue et la sensibilisation auprès de leurs États membres en vue de la réduction significative des entraves au commerce régional : levée des mesures d'interdiction d'exportation de produits vivriers et de fermeture des frontières ; prise de mesures vigoureuses de réduction des tracasseries routières et des taxations illicites ;
- ▶ Recommandent aux États de renforcer les mécanismes de veille et de suivi des impacts négatifs de la crise ukrainienne sur l'alimentation et les moyens d'existence des populations vulnérables et d'anticiper la mise en œuvre d'instruments politiques et financiers d'atténuation de leurs conséquences.

**7.** Les membres du Réseau félicitent le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), l'Union européenne et le Réseau mondial contre les crises alimentaires pour l'organisation conjointe de la consultation de haut niveau du 6 avril qui a permis de mobiliser des moyens financiers additionnels et un engagement politique renouvelé sur les crises alimentaires et nutritionnelles. Ils exhortent toutes les parties prenantes à s'engager dans la mise en œuvre de la feuille de route définie.

**8.** Les membres du groupe d'experts seniors (SEG) saluent les efforts du gouvernement tchadien en matière de renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables. Ils notent en particulier les difficultés en matière de coordination et de synergie des interventions et à la baisse des moyens financiers alloués au secteur rural et à la résilience. Ils encouragent le gouvernement et ses partenaires à trouver des solutions à ces problèmes majeurs.

**9.** Approfondissant la réflexion sur la contribution des systèmes alimentaires à la nutrition, les membres du Réseau insistent sur la nécessité de renforcer :

- ▶ La résilience et la capacité des systèmes alimentaires à fournir des aliments nutritifs à tout moment à des prix abordables ; ils demandent aux États d'investir davantage dans la dynamisation des segments non-agricoles (collecte, transformation, distribution...) afin d'accroître la diversité et la disponibilité des aliments nutritifs ;
- ▶ Les moyens d'existence et le pouvoir d'achat des ménages vulnérables pour un meilleur accès aux aliments nutritifs.

**10.** Les membres saluent et félicitent le Bénin, la Guinée, le Mali et le Sénégal, actuellement engagés dans l'auto-évaluation de leurs capacités de pilotage des enjeux alimentaires en utilisant l'outil 'Cadre d'analyse du leadership de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (C-GovSAN)', validé par le Réseau en 2019. Ils encouragent les autres pays à leur emboîter le pas en vue de la définition de plans de renforcement du leadership de gouvernance des États. Ils félicitent et encouragent également les organisations de la société civile dans leurs initiatives de veille et d'interpellation sur l'application de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires et plus globalement sur les enjeux alimentaires et nutritionnels.

**11.** Sous réserve de confirmation, les membres conviennent que la 38e réunion annuelle du Réseau aura lieu les 6-8 décembre 2022 à Lomé (Togo) avec comme thème central « Crises pastorales, sécuritaires et résilience alimentaire et nutritionnelle ».